

Conférence sociale : cherchez l'erreur !

Les élections législatives sont maintenant terminées : le Parti socialiste est majoritaire à l'Assemblée nationale. Il l'est aussi au Sénat et dans toutes les régions sauf une. Le Président de la République et le gouvernement ont donc en main tous les outils pour mettre en œuvre le « changement » ; mais cela se traduira-t-il par des politiques économiques et sociales à la hauteur des urgences sociales dans notre pays, et donc rompant nettement avec celles en œuvre depuis des années et défendues aujourd'hui par la Troïka ?

La décision de mettre sur pied une Conférence sociale les 9 et 10 juillet prochains s'inscrit dans l'engagement du Président de la République « *de faire du dialogue social une priorité majeure, avec tous les acteurs de la vie socio-professionnelle* ». Le Premier ministre a reçu toutes les organisations syndicales nationales, sans exclusive, au lendemain de sa nomination. L'Union syndicale Solidaires, reçue le 31 mai, a salué positivement cette démarche, tout en rappelant ses nombreuses exigences en matière d'emploi, de salaires, de politique fiscale, de services publics et de Fonction publique, de protection sociale (retraites, assurance maladie, perte d'autonomie), santé au travail et conditions de travail, égalité entre les femmes et les hommes, sans-papiers et droits nouveaux des salariés (en particulier dans les TPE).

Il semblait logique et cohérent que ce soit ce même esprit, d'ouverture et de dialogue sans exclusive, qui prévaille à l'organisation de la conférence sociale. **Ce n'est déjà plus le cas. En effet, sur les sept tables-rondes prévues, l'Union syndicale Solidaires n'est invitée à participer qu'à une seule** (« *Moderniser l'action publique avec ses agents* ») ! Dans le même temps, la Fsu est invitée à trois, l'Unsa à quatre et les cinq confédérations dites représentatives aux sept : cherchez l'erreur ! Le gouvernement précédent ne recevait Solidaires que pour les questions concernant la Fonction publique. Le changement du nouveau gouvernement consisterait-il à agir de même ?

L'Union syndicale Solidaires considère que toutes les organisations syndicales, qui représentent aujourd'hui l'ensemble du mouvement syndical français, devraient pouvoir participer à toutes les tables-rondes : les différents sujets se doivent d'être articulés entre eux pour espérer véritablement « ouvrir les grands chantiers prioritaires », comme le dit Michel Sapin, ministre ayant en charge l'organisation de cette Conférence sociale.

Aucun argument ne saurait justifier ce traitement discriminatoire et cette inégalité de traitement dans l'organisation de la Conférence sociale. Le syndicalisme porté par l'Union syndicale Solidaires est-il si dérangeant pour le nouveau pouvoir que ses arguments ne puissent même pas être écoutés ?

Pourquoi cette volonté d'écarter l'Union syndicale Solidaires en la cantonnant, comme le gouvernement précédent, aux seules questions de la Fonction publique ? Alors même que le développement de Solidaires est interprofessionnel, avec de nombreuses implantations nouvelles dans le secteur privé, alors même que Solidaires a pris une place bien plus importante dans certains secteurs que des organisations dites représentatives, alors même que Solidaires a été en pointe dans les mobilisations sociales de ces dernières années qui ont contribué, aussi, au changement de Président et de majorité...

L'union syndicale Solidaires a des analyses, des revendications et des propositions sur l'ensemble des sujets traités lors de cette Conférence sociale : elle se donnera les moyens de les porter auprès du plus grand nombre et de faire savoir que l'égalité de traitement n'est pas encore au rendez-vous dans le dialogue social ! **L'Union syndicale Solidaires demande au Gouvernement de revoir sa copie, pour que chaque organisation syndicale puisse s'exprimer et soit respectée !**